

## Dépenses militaires et croissance économique (Note)

Martin Rudner

Volume 18, numéro 2, 1987

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702169ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702169ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cette note

Rudner, M. (1987). Dépenses militaires et croissance économique (Note). *Études internationales*, 18(2), 389–404. <https://doi.org/10.7202/702169ar>

# DÉPENSES MILITAIRES ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Martin RUDNER\*

L'armée joue un rôle très important, bien que discutable, dans l'organisation économique et politique des pays du tiers monde. L'intervention militaire dans la vie politique de ces pays, qui est devenue un fait courant, a fortement influé sur les rapports de force internes, l'idéologie et la conduite des affaires publiques. Ainsi, dans l'ensemble, les gouvernements du tiers monde consacrent une grande part de leurs dépenses budgétaires à la défense. On estime même qu'environ 50 % de la technologie importée dans les pays du tiers monde est consacrée à des fins militaires. Dans le présent document, nous passerons en revue un certain nombre d'études récentes portant sur la question du militarisme et nous examinerons en outre les répercussions sur le développement par le biais de trois grandes questions :

- a. Le budget de la défense des gouvernements militaires diffère-t-il de celui des gouvernements civils ?
- b. Quels sont les effets des dépenses militaires sur la croissance économique des pays en développement ?
- c. Y a-t-il un lien entre le volume des dépenses militaires des pays en développement et l'existence des conflits internationaux ?

## A — Orientation générale

Le phénomène militaire auquel nous assistons dans le tiers monde non seulement soulève d'importantes questions d'ordre moral et politique, mais encore, par ses répercussions sur le développement, intéresse directement les pays donateurs. À l'heure actuelle, au moins douze des pays de concentration du programme de coopération au développement du Canada, soit 40 % de ceux admissibles, sont dirigés par une forme ou une autre de gouvernement militaire. Chaque type de régime militaire se distingue par des méthodes d'action qui lui sont propres. Selon certaines typologies, il existe un lien entre d'une part, l'orientation et l'efficacité de l'action gouvernementale et, d'autre part, la structure politique de ces différents régimes. Il s'agira tantôt de pays dans lesquels les militaires ont un pouvoir prédominant (Ghana), tantôt de pays gouvernés par une coalition entre les militaires et des bureaucrates civils (Thaïlande), un parti politique (Zimbabwe) ou des technocrates (Indonésie). En outre, la nature même de ces régimes influe sur la politique extérieure des pays en question, sans parler de la situation des droits de l'homme et de leur stratégie d'ensemble. Pour les donateurs, tout mécanisme d'évaluation de l'activité de développement des pays bénéficiaires doit tenir compte de l'orientation économique et politique des différents types de gouvernements militaires.

Bien sûr chaque pays compte au nombre de ses droits inaliénables, celui de déterminer sa propre forme de gouvernement et, entre autres, l'importance de ses forces armées. D'une

---

\* *Professeur à la Norman Paterson School of International Affairs, Ottawa, Canada*  
*Revue Études internationales, volume XVIII, n° 2, juin 1987*

manière générale, il semble que dans les pays en développement, la « demande » ait dans ce domaine été fonction de conflits internationaux réels ou potentiels, et qu'elle ait été accrue par des facteurs politiques internes. Quoi qu'il en soit, les forces armées absorbent des ressources déjà peu abondantes qui pourraient être investies dans le développement. La plupart des pays en développement dépendent d'un appui financier extérieur, qu'il s'agisse d'aide ou d'investissements privés, pour compenser le « poids » de leur défense et maintenir l'investissement et la croissance à des niveaux acceptables. Dans la mesure où les apports d'aide permettent à certains gouvernements bénéficiaires d'augmenter leurs dépenses militaires, la coopération au développement contribue, qu'on le veuille ou non, à l'intensification de la militarisation des pays en développement.

Les organismes d'aide, y compris l'ACDI, accordent généralement une importance considérable au progrès économique, qu'ils considèrent comme le principal indicateur de l'engagement des pays bénéficiaires à l'égard du développement. Or, accorder autant d'importance à la croissance en tant qu'indicateur du développement peut avoir des conséquences paradoxales pour la politique de l'aide, particulièrement en ce qui concerne les régimes militaires. En effet, par rapport à leurs homologues civils, les gouvernements militaires ont, dans l'ensemble, obtenu d'assez bons résultats à ce chapitre. Cette supériorité provient certainement en partie de l'aide accrue dont ces derniers semblent bénéficier et qui pourrait fort bien servir au soutien de la défense. Par ailleurs, le caractère essentiellement répressif des régimes militaires peut également favoriser la croissance. Il arrive que la répression (que ces régimes appellent quelquefois par euphémisme « discipline nationale ») force toute une population à réduire sa consommation, souvent déjà faible, et à dégager ainsi une part relativement importante du revenu national au profit de la croissance. Il ne fait aucun doute que toute conception répressive de la croissance économique s'accompagne par définition d'une répartition inégale des avantages. La nature régressive de la croissance en régime répressif se caractérise par une diminution des allocations budgétaires consacrées au progrès social, notamment à l'enseignement, au profit des secteurs « économiques ». Ainsi, une croissance de ce type irait à l'encontre de l'idéal de la redistribution des revenus, qui doit aller de pair avec un authentique processus de développement.

Les critères d'évaluation de l'aide qui soutient les régimes militaires ou les dépenses militaires doivent être définis en fonction de la politique extérieure. Dans ce cas, les indicateurs de croissance économique ne peuvent traduire de façon valable la volonté de développement. La réflexion relative à l'admissibilité et à la conditionnalité doit se guider sur les paramètres critiques déterminant la politique extérieure du Canada à l'égard de chaque pays concerné, notamment en matière d'orientation politique, de commerce extérieur, de droits de l'homme et de développement. Si une telle intégration de la politique de l'aide aux préoccupations générales de la politique extérieure concernant les régimes militaires ou les dépenses militaires a pour effet d'amputer une certaine partie de l'« autonomie » de la politique de l'aide, elle aurait également pour effet de replacer une partie des risques de « non-développement » à la place qui leur revient, c'est-à-dire dans le contexte de la politique extérieure. Peut-être pourrait-on établir une distinction entre l'aide destinée spécifiquement à la promotion du développement et l'aide destinée à appuyer d'autres buts importants de la politique extérieure.

## B — Compléments

- Mise à jour continue des données et des analyses comparant les régimes militaires et les régimes civils.
- Analyse de différents types de régimes militaires et de leurs orientations et réalisations sur le plan de la politique économique.

- Analyse factorielle des dépenses militaires et de leur rôle dans les pays en développement.
- Analyse de la répartition par secteur (économique et social) des dépenses consacrées au développement par différents types de régimes militaires.
- Étude des buts de la politique extérieure du Canada et de l'aide accordée aux pays en développement qui sont parties à un conflit international réel ou potentiel.

## I – DÉPENSES MILITAIRES ET DÉVELOPPEMENT

Les dépenses militaires jouent un rôle important, bien que discutable, dans le développement économique et social des pays du tiers monde. En effet, la plupart d'entre eux consacrent une grande partie de leurs dépenses budgétaires à l'armée. Selon les statistiques de l'Arms Control and Disarmament Agency des États-Unis, en 1977, environ un tiers des 90 pays du tiers monde pour lesquels il existait des données ont affecté plus de 15 % de leurs budgets nationaux à la « défense », tandis qu'environ la moitié y consacraient plus de 10 % (ACDA, *World Military Expenditures and Arms Transfers, 1968-1977*). Il s'ensuit que, selon certaines estimations<sup>1</sup>, à peu près 50 % de la technologie importée par les pays du tiers monde est liée à des fins militaires. Il convient de noter à cet égard que depuis 1945, toutes les guerres ont eu lieu dans des régions en développement (sans que celles-ci soient les seules parties belligérantes, cf. l'intervention américaine au Vietnam, l'invasion soviétique de l'Afghanistan et la défense des Malouines par le Royaume-Uni). Qui plus est, l'intervention militaire dans la vie politique de nombreux pays en développement, sinon de la plupart, est devenue un phénomène courant.

On peut examiner les effets du militarisme sur le développement à l'aide d'une double analyse dont le premier volet a trait à la façon dont les militaires exercent leur pouvoir. L'usage du pouvoir, qu'il soit explicite, c'est-à-dire par la guerre, ou implicite, c'est-à-dire au moyen de l'intervention politique, peut déterminer la structure du gouvernement, les différentes préoccupations économiques et sociales ainsi que l'orientation du pays sur le plan des politiques. Cet aspect du rôle des militaires dans les pays en développement a d'ailleurs fait l'objet de nombreuses études<sup>2</sup>. Le deuxième volet a trait au rôle que les militaires jouent

1. Mary, KALDOR. « The Military in Development », *World Development*, vol. 4 no. 6, 1976.
2. Henry, BIENEN. (ed.) *The Military and Modernization*, Chicago, Aldine Atherton, Inc., 1971; Hans, DAALDER. *The Rule of the Military in the Emerging Countries*, The Hague, Mouton, 1962; Samuel, FINER. *Man on Horseback – The Role of the Military in Politics*, London, Pall Mall, 1962; Ruth, FIRST. *The Barrel of a Gun: Political Power in Africa and the Coup d'État*, London, Penguin, 1970; J.C. HUREWITZ. *Middle Eastern Politics: The Military Dimension*, London, Pall Mall, 1969; Morris, JANOWITZ. (ed.) *The Military in the Political Development of New States*, Chicago, University of Chicago Press, 1964; John J. JOHNSON. (ed.) *The Role of the Military in Underdeveloped Countries*, Princeton, Princeton University Press, 1962; Gavin, KENNEDY. *The Military in the Third World*, London, Gerald Duckworth & Co., 1974; Ernest, LEFEVER. *Spear and Sceptre – Army, Police and Politics in Tropical Africa*, Washington, D.C., Brookings Institution, 1970; Alain, ROUQUIÉ. « Le rôle politique des forces armées en Amérique latine », *Revue Française de Science Politique*, vol. 9, 1969; Harold Z. SCHIFFRIN. ed., *Military and State in Modern Asia*, Jerusalem Academic Press, 1976; P.C. SCHMITTER. « Military Intervention, Political Competitiveness and Public Policy in Latin America: 1950-67 », in Morris JANOWITZ and Jacques van DOORN, eds., *On Military Intervention*, Rotterdam University Press, 1971; P.C. SCHMITTER. (ed.), *Military Rule in Latin America: Function, Consequences and Perspectives*, Beverly Hills, CA., Sage, 1973.; United Nations. *Economic and Social Consequences of the Arms Race and of Military Expenditures*, Department of Political and Security Council Affairs, United Nations Centre for Disarmament, New York, United Nations, 1978.

dans la répartition des ressources publiques. Les forces armées absorbent certes des ressources – crédits, matériel, personnel, terres –, mais elles en mobilisent également par la concentration de compétences, de techniques, d'infrastructure, etc. L'étude de la fonction économique des dépenses militaires dans les pays en développement soulève trois grandes questions.

- a) Dans le tiers monde, la part des dépenses publiques consacrées à l'armée par les régimes militaires diffère-t-elle de celle allouée par les gouvernements civils ?
- b) Quel sont les effets des dépenses militaires sur la croissance des pays en développement ?
- c) Dans ces pays, les dépenses militaires sont-elles motivées par l'existence ou la menace d'un conflit international ? En d'autres termes, le montant de ces dépenses et leurs répercussions sur la croissance économique varie-t-il entre les pays parties à un conflit international et les autres ?

#### A — Militarisme et allocation de ressources

Il ressort d'une analyse comparative des différents types de régimes militaires et civils que les premiers disposent généralement d'une armée plus importante et consacrent des montants plus élevés aux dépenses militaires, quoique ces différences soient peu marquées. Cependant, rien ne vient confirmer l'opinion répandue selon laquelle les régimes militaires ont plus que les autres tendance à renforcer leurs armées et à augmenter leurs dépenses militaires. D'ailleurs, si le taux de croissance du secteur militaire est sensiblement le même dans les pays à régime militaire et civil, l'accroissement des dépenses militaires est bel et bien supérieur dans les pays qui ne sont pas gouvernés par les militaires<sup>3</sup>.

Les dépenses militaires ne semblent pas varier de façon notable selon la forme de participation des militaires au pouvoir. En effet, on a constaté aucun lien entre les différents types de régimes militaires (à savoir un exécutif à prédominance militaire, un exécutif mixte ou un gouvernement composé d'un conseil militaire et d'un exécutif civil) et le montant des dépenses en question. Les régimes à prédominance militaire ne sont pas plus enclins à accroître ces dépenses que d'autres types de gouvernements à participation militaire. Certains auteurs se déclarent même surpris que, compte tenu de l'accroissement des revenus nationaux, le volume des effectifs et des dépenses militaires ne soit pas plus important sous les régimes militaires<sup>4</sup>.

Aucun lien direct ne peut être établi entre le volume des effectifs et des dépenses militaires et la vulnérabilité des régimes politiques face à une intervention militaire. Il ne semble pas non plus exister une quelconque convergence entre les ressources allouées à l'armée par les différentes formes de régimes militaires, et l'éventuel acheminement de ces derniers vers un gouvernement civil. En effet, les régimes militaires disposant d'importantes forces armées ne sont ni plus ni moins enclins que ceux disposant d'armées de moindre envergure à accepter la participation de civils à leur gouvernement. Il ressort d'une analyse comparative de l'intervention militaire dans la vie politique des pays, qu'*il est impossible*

3. R.D. MCKINLAY, and A.S. COHAN. « A Comparative Analysis of the Political and Economic Performance of Military and Civilian Regimes », *Comparative Politics*, vol. 8, 1975.

4. R.D. MCKINLAY and A.S. COHAN, *op.cit.*

d'établir un lien direct entre l'incidence du militarisme et une phase ou un niveau quelconque de développement économique national<sup>5</sup>.

## II – DÉPENSES MILITAIRES ET IDÉOLOGIE

À une époque de non-alignement, au moment où plusieurs pays du tiers monde se sont lancés dans nos avenues idéologiques alternatives de développement, le rôle des dépenses militaires au sein de régimes ayant des idéologies différentes peut avoir des conséquences importantes sur leur performance de croissance économique. Le marxisme-léninisme, en tant que doctrine d'État, représente l'une de ces idéologies de rechange émergentes au sein du tiers monde. La résurgence de l'Islam en est une autre. Il s'avère donc intéressant de comparer les ressources allouées au secteur militaire par les gouvernements, officiellement marxistes d'une part, et par les gouvernements officiellement islamiques d'autre part, ceci dans le but d'examiner les implications de ces orientations idéologiques sur les dépenses militaires et le développement.

À l'heure actuelle, plus de trente pays du tiers monde s'identifient comme marxistes. Alors que ces pays embrassent des cultures, des groupes ethniques et des niveaux de développement différents, leur dénominateur commun tient à leur attachement idéologique formel à la doctrine marxiste de gestion des politiques publiques. Cependant, les termes même de leur engagement envers le marxisme varient également; on retrouve en effet des États aux partis communistes institutionnalisés comme Cuba, le Vietnam, la Mongolie ou la République populaire démocratique de Corée, des États officiellement marxistes-léninistes mais non gouvernés par un parti communiste comme la République populaire démocratique du Yémen, le Bénin, l'Angola, l'Éthiopie, le Congo ou le Mozambique et des gouvernements « socialistes » à inspiration marxiste comme ceux de Tanzanie, de Guyane, de Guinée (sous Sékou Touré), de Birmanie ou d'Algérie. Il convient de noter, qu'aucun de ces États marxistes n'a cru bon de se démilitariser, y compris ceux situés dans des régions, où il n'y a pas de tensions internationales ou de conflits naissants.

Il est particulièrement difficile de mesurer les dépenses reliées à la défense dans le cas des pays marxistes. Des trente pays les plus officiellement marxistes du tiers monde, trois seulement, la Birmanie, la Chine et la Tanzanie, publient des données fiables sur leur dépenses de défense<sup>6</sup>. En tant que groupe, les pays marxistes ont tendance à être particulièrement secrets sur leurs dépenses militaires, beaucoup plus que les autres pays, même lorsqu'ils sont parties à un conflit. De plus, comme les prix intérieurs des économies marxistes n'ont habituellement que peu ou pas de signification sur la scène internationale, il est virtuellement impossible d'attribuer à leurs dépenses de défense des valeurs comparables à celles d'autres pays. En de telles circonstances, la mesure la plus appropriée pour comparer

5. R.D. MCKINLAY and A.S. COHAN. « The Economic Performance of Military Regimes: A Cross-National Aggregate Study », *British Journal of Political Science*, vol. 6, 1976; Eric A. NORDLINGER. « Soldiers in Mufti: The Impact of Military Rule Upon the Economic and Social Change in the Non-Western Status », *American Political Science Review*, vol. 64, no. 4, 1970; V.J. PARRY and M.E., YAPP, *War Technology and Society in the Middle East*, Oxford University Press, 1975.

6. *World Development Report 1983*, Oxford University Press pour la Banque mondiale, 1983. Le tableau 26 sur les dépenses militaires et sociales comprend des données sur les dépenses militaires pour trois pays marxistes seulement, alors que ces chiffres sont fournis pour d'autres pays même si ceux-ci sont engagés dans des conflits (par exemple la République de Corée, Israël, la Syrie, la Jordanie).

les engagements des pays marxistes et non marxistes envers la puissance militaire est peut-être le rapport forces armées/population, soit le nombre de personnel militaire régulier à temps plein par 1000 habitants. Ces données sont compilées chaque année par l'*Arms Control and Disarmament Agency* américaine et par l'*International Institute of Strategic Studies* de Londres.

Selon les données sur le rapport forces armées/population, les régimes marxistes semblent immanquablement voués à des niveaux élevés de militarisation, plus que ne le sont les autres régimes. Dans l'ensemble, les régimes marxistes entretiennent des forces armées plus de deux fois plus importantes que celles des autres pays en développement. Les 32 pays marxistes pour lesquels des données sont disponibles ont en moyenne un rapport forces armées/population de 13.3, comparativement à une moyenne de 6.1 pour 109 autres pays en développement.

Cette tendance générale se vérifie de façon encore plus contrastée, lorsqu'il existe une contrepartie non marxiste au régime marxiste. Ainsi, la Corée du Nord communiste a un rapport forces armées/population de 38 alors que celui de la Corée du Sud est de 15. Le rapport forces armées/population est de 12.5 au Yémen du Sud marxiste comparativement à 3.9 pour le Yémen du Nord. Les neuf pays marxistes africains ont en moyenne un rapport forces armées/population de 5.9, alors que la moyenne des 31 pays africains est de 2.1<sup>7</sup>.

Bien que les données sur les niveaux d'armements et d'équipements militaires soient plus difficiles à comparer, il semblerait que les régimes marxistes maintiennent des niveaux relativement élevés d'armements et d'équipements, mesurés quantitativement et qualitativement. De façon générale, les pays marxistes ont tendance à être armés d'un nombre considérablement plus important d'équipement militaire plus avancé, avions, chars d'assaut, artillerie, missiles et équipement naval que leurs vis-à-vis non marxistes. Une comparaison des niveaux des capacités militaires indiquerait que les régimes marxistes maintiennent des niveaux plus élevés d'intensité en capital, dans leur rapport armements/personnel militaire, que les autres pays en développement.

L'explication de ce niveau apparemment plus élevé de ressources consacrées aux forces armées par les régimes marxistes n'est pas évidente. Bien que certains régimes marxistes maintiennent des forces armées relativement importantes pour se protéger des menaces contre-révolutionnaires ou interventionnistes, ceci ne peut expliquer la propension marxiste générale à la militarisation. Même lorsqu'il n'existe aucune menace plausible, les régimes marxistes conservent encore des rapports forces armées/population élevés. La Mongolie, sous gouvernement marxiste depuis 1921, entourée d'autres pays marxistes, l'URSS et la Chine, et située bien loin de tout voisin non marxiste potentiellement menaçant, n'en maintient pas moins un rapport forces armées/population extrêmement élevé de 21.2. Le Laos marxiste n'est soumis à aucune menace lointaine, mais il n'en conserve pas moins un rapport forces armées/population très élevé de 15.8.

Il faut noter que les pays en développement non marxistes engagés dans des conflits externes ou aux prises avec des soulèvements internes ont en général des rapports forces armées/population plus bas que ceux d'autres pays en développement marxistes. La dictature militaire argentine avait un rapport forces armées/population de 6, lorsqu'elle entra en guerre pour les Falklands (et entra presque en guerre contre le Chili pour les Îles Beagle). La dictature militaire au Guatemala, pays qui par deux fois depuis 1972 a mobilisé ses forces armées pour soutenir ses demandes territoriales contre le Belize voisin, n'avait qu'un rapport

7. James L. PAYNE. « Marxist Heirs Belie the Pacific Promise », *The Wall Street Journal*, 5 avril 1985.

forces armées/population de 2.3. Même des pays confrontés à de graves campagnes terroristes ou à une guérilla ont des rapports forces armées/population beaucoup plus faibles, comme la Colombie (2.6), le Sri Lanka (1.2) ou les Philippines (3). Les rapports forces armées/population plus élevés quasi-caractéristiques des régimes marxistes laissent supposer un engagement proportionnel de ressources économiques rares, ce qui comprend la main-d'oeuvre, la technologie et le capital, envers les dépenses reliées à la défense.

Les données disponibles indiquent que les gouvernements se réclamant de l'islam ont, eux aussi, tendance à avoir des dépenses militaires plus élevées que les autres, soit les pays en développement non islamiques, quoique dans une proportion probablement moindre que les régimes marxistes. L'impossibilité de comparer les données empêche une véritable mise en parallèle avec ces derniers. Cependant, par rapport à des pays en développement de différents niveaux de progrès économique, les gouvernements islamiques semblent en général consacrer aux dépenses militaires une plus grande proportion de leur produit national brut que la moyenne. En effet, pour les différents niveaux de progrès économique, la proportion des dépenses gouvernementales allouées à la défense a tendance à se révéler plus forte que la moyenne chez les pays islamiques.

Les pays islamiques parties à des conflits internationaux comme la Syrie, la Jordanie ou le Maroc ont des niveaux de dépenses militaires très élevés relativement à leur produit national brut ainsi qu'en proportion des dépenses du gouvernement central ou *per capita*. Cependant, d'autres pays islamiques ne subissant aucune menace manifeste n'en dépensent pas moins de façon disproportionnée en matière de défense. Les pays islamiques à faible revenu comme le Mali ou la Tunisie montrent des taux élevés de dépenses reliées à la défense comparativement au produit national brut ou aux dépenses du gouvernement central si l'on tient compte de leur situation généralement calme sur le plan de la sécurité. Là où la menace à la sécurité n'est que lointaine, comme dans le cas de la Mauritanie, du Yémen du Nord ou de la Malaysia, les dépenses de défense ont tendance à s'élever bien au-delà des moyennes, pour ce qui est de leurs niveaux respectifs de progrès économique, moyennes dans lesquelles sont inclus bien entendu d'autres pays placés dans des situations comparables ou plus graves sur le plan de la sécurité. Les pays islamiques à hauts revenus exportateurs de pétrole ont en général beaucoup dépensé pour leurs *establishments* militaires. En effet, en Iraq, en Libye, en Arabie saoudite, au Koweït, aux Émirats arabes unis et en Iran, une forte proportion des revenus gouvernementaux tirés du pétrole a été consacrée aux armements et à l'armée régulière. Les gouvernements radicaux du monde islamique (par exemple la Libye, le Sud Yémen, l'Iraq et la Syrie) ont tendance à entretenir des forces armées de niveau plus élevé que les gouvernements plus traditionnalistes<sup>8</sup>.

En général, les taux plus élevés de dépenses militaires des gouvernements islamiques ont résulté en des importations à relativement grande échelle des armements les plus récents et les plus perfectionnés, accompagnées de contraintes en matière de change étranger inférieures à celles de la plupart des autres pays en développement. Toutefois, le degré de perfectionnement et le volume même des achats en matériel militaire ont eu tendance à jouer contre l'utilisation des ressources humaines disponibles, particulièrement en ce qui concerne la technologie. Dans l'ensemble, les pays islamiques sont moins bien développés dans le secteur des sciences et de la technologie que les pays non islamiques de la même région<sup>9</sup>.

8. Sur le rôle de l'armée en Iraq, voir U. DANN, « The Iraqi Officer Corps as a Factor for Stability – An Unorthodox Approach », et sur la Syrie, voir M. MA'UZ, « Alawi Military Officers in Syrian Politics 1966-1974 », tous deux dans, SCHIFFRIN, 1976.

9. Voir Martin RUDNER, « Higher Education and the Development of Science in Islamic Countries: A Comparative Analysis », *Canadian Journal of Development Studies*, 1983.

TABLEAU I  
Dépenses militaires des gouvernements islamiques

	Dépenses militaires en pourcentage du Produit national brut		Dépenses du gouvernement central		Dépenses militaires du gouvernement central <i>Per capita</i>	
	1972	1980	1972	1980	1972	1980
Moyenne des économies à faible revenu	3.6	3.5	19.5	16.9	5	7
Bangladesh	0.5	n.d.	5.1	n.d.	n.d.	n.d.
Mali	n.d.	2.9	n.d.	17.4	n.d.	3
Niger	n.d.	1.0	n.d.	3.8	n.d.	2
Pakistan	6.6	5.0	39.9	30.6	10	10
Soudan	3.5	2.6	23.0	13.2	8	7
Moyenne des économies à revenu intermédiaire inférieur	3.2	3.8	12.7	15.6	15	18
Mauritanie	n.d.	12.6	n.d.	29.4	n.d.	36
Yemen du Nord	n.d.	10.6	n.d.	33.2	n.d.	21
Yemen du Sud	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Égypte	n.d.	3.0	n.d.	7.4	n.d.	14
Maroc	2.8	6.1	12.3	17.9	13	36
Tunisie	1.1	3.9	4.8	12.0	7	36
Syrie	10.9	17.3	37.2	47.7	64	144
Jordanie	n.d.	13.1	n.d.	25.5	n.d.	74
Moyenne des économies à revenu intermédiaire supérieur	3.1	2.6	14.3	13.6	36	42
Iran	7.4	n.d.	24.1	15.0	104	78
Malaysia	5.1	4.0	18.5	16.6	33	38
Iraq	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Libye	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Arabie Saoudite	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Koweït	2.7	2.9	8.4	12.2	314	366
EAU	n.d.	6.2	24.5	47.5		1119

Source: *World Development Report 1983*

n.d.: non disponible

1: cours du \$ américain de 1975

Ainsi par exemple, le développement des ressources humaines en science et en technologie au Pakistan tire de l'arrière par rapport à l'Inde. Il en est de même des États arabes par rapport à Israël, et une grande partie de la quincaillerie militaire hautement perfectionnée, achetée par des pays comme la Libye, se détériore à cause de l'incapacité d'utiliser et d'entretenir cet équipement. Paradoxalement, ce sont les pays les plus riches, producteurs de pétrole, comme l'Arabie saoudite, le Koweït, la Libye et les Émirats arabes unis qui sont le plus sous-développés en matière de réalisations scientifiques et technologiques. Les niveaux relativement élevés des dépenses militaires, équivalant à un taux accéléré de formation de capital militaire, ont eu tendance à reléguer au second plan le développement des ressources humaines dans la plus grande partie du monde islamique. En écartant le rare personnel technique hautement qualifié du secteur civil au profit des applications militaires concurrentes, cette propension à l'acquisition de technologies militaires très perfectionnées tend à accentuer le problème déjà aigu que constituent les ressources humaines pour le développement.

### III – DÉPENSES MILITAIRES ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE

On suppose communément que lorsque les dépenses militaires sont élevées, elles détournent une partie des ressources économiques de l'investissement, retardant ainsi la croissance économique (Centre des Nations Unies pour le désarmement, 1978). Selon cette hypothèse, les dépenses militaires s'inscrivent au chapitre de la « consommation » dans la comptabilité nationale. Toutefois, les données empiriques prouvent le contraire. En effet, une analyse statistique des dépenses militaires et de la croissance économique des pays en développement met en évidence l'existence d'une corrélation positive entre le montant des dépenses consacrées à la défense, la part du produit intérieur brut (PIB) qui lui est réservée, et le taux de croissance de la production non militaire, soit le PIB des services civils<sup>10</sup>. Selon les données recueillies, les pays dont les dépenses militaires sont les plus importantes ont en général connu un rythme de croissance économique beaucoup plus rapide que ceux qui consacrent les montants les moins élevés à la défense. Ces données portent d'une part sur la période de 1950 à 1965 et d'autre part sur la période de 1960 à 1965. Pour la plus longue de ces deux périodes, on pourrait certes avancer que les résultats sont faussés en imputant la vigueur de la croissance à l'importance de l'aide bilatérale. Toutefois, il se dégage d'une analyse par régression que l'incidence des dépenses militaires sur la croissance économique du secteur civil est trois fois plus marquée que celle de l'aide bilatérale, et qu'elle dépasse de deux tiers celle du taux d'investissement de sorte que pour la période de 1950 à 1965, elle peut véritablement être considérée comme un facteur de croissance déterminant<sup>11</sup>. Pour la période la plus courte, soit de 1960 à 1965, il apparaît que le volume des dépenses militaires n'est pas seulement un facteur de croissance du PIB, mais le facteur le plus déterminant<sup>12</sup>.

Il faut ici se demander si cette corrélation apparente pourrait s'expliquer par une influence de la croissance économique sur les dépenses militaires plutôt que par le contraire. Il se pourrait en effet que les pays dont l'économie est en expansion, soient plus enclins à dépenser libéralement pour leur défense. Bien que plausible, cette hypothèse n'est pas confirmée par les faits. Aucune corrélation véritable n'a été établie entre le revenu par

10. Émile BENOÎT. *Defence and Economic Growth in Developing Countries*, Lexington, Mass., Lexington Books, 1973.

11. Émile BENOÎT. « Growth and Defence in Developing Countries », *Economic Development and Cultural Change*, vol. 26, n° 2, 1978.

12. Émile BENOÎT. *Defence and Economic Growth in Developing Countries*, op. cit.

habitant et les dépenses consacrées à la défense<sup>13</sup>. Il n'a pas non plus été possible d'établir un lien étroit entre le montant total des dépenses publiques, et le taux de croissance économique. En outre, l'analyse par régressions multiples n'a pas fait ressortir la croissance économique comme étant un facteur déterminant des dépenses militaires<sup>14</sup>.

D'après l'analyse de quarante-quatre pays, réalisée par Benoît, des dépenses militaires élevées stimulent la croissance économique, au moins au point de compenser leurs éventuels effets négatifs. Cela indique clairement que dans les pays en développement, les dépenses militaires ne se substituent pas aux investissements, car les fonds qui leur sont alloués, auraient pu de toute façon être investis dans la consommation, les importations ou les équipements collectifs et non dans la formation de capital. Dans la plupart de ces pays, avance-t-on, seulement une petite part des recettes publiques non réservées à la défense sont destinées à des investissements productifs. La majeure partie va à la consommation, bien que dans une faible proportion par habitant, puis à l'infrastructure sociale, notamment à la construction de routes, ce qui contribue sans doute plus à une certaine satisfaction sociale qu'à l'accroissement de la production ou à des investissements d'ordre « économique » qui libèrent, le cas échéant, très peu de valeur ajoutée au profit de la croissance. On peut donc dire que le manque à gagner économique attribuable aux dépenses militaires, en termes d'investissement productif réduit, demeure à un faible niveau. La réalisation d'un programme de développement optimal dans le secteur civil favoriserait certainement beaucoup plus l'expansion économique ; mais il est soutenu que l'incidence des dépenses militaires sur la croissance se compare avantageusement à ce qui s'accomplit à l'heure actuelle dans l'économie civile.

La contribution des dépenses militaires à la croissance économique peut s'expliquer par les effets « directs » et « indirects » du secteur de la défense sur le comportement des économies en développement. Bien sûr, les liens sont parfois trop lâches pour pouvoir être mesurés avec précision ; en tout état de cause, ils ont été décrits de la façon suivante.

1. *Intégrité du système politique* — Selon Benoît, dans les pays en développement, les dépenses militaires permettent principalement de garantir un minimum de sécurité en l'absence duquel la structure politique et, partant, l'économie civile, s'affaibliraient et finiraient par se désintégrer<sup>15</sup>.
2. *Demande globale* — Les économies en développement souffrent toutes d'une grave sous-utilisation des ressources productives. Les dépenses militaires, en stimulant la demande globale, permettent d'exploiter la capacité non utilisée de l'industrie manufacturière, d'élargir les marchés des techniques de pointe et des services, d'améliorer les conditions de l'échange en ce qui a trait à la production agricole nationale et de créer des emplois. Le cas de l'Inde est un bon exemple de la façon dont un accroissement des dépenses militaires attribuable à une menace de guerre peut engendrer des politiques monétaires et fiscales plus favorables à la croissance. Il en découle une utilisation plus intensive des ressources disponibles, relevant du même coup le taux de croissance<sup>16</sup>. Dans le cas du Nigeria, la guerre contre la sécession du Biafra a nécessité une régulation de la demande en fonction des impératifs de la défense, ce qui a engendré une substantielle croissance économique : d'une part, la guerre a imposé une discipline économique et donné un coup de

13. Émile BENOÎT, *op. cit.* et R.D. MCKINLAY et A.S. COHAN, *op. cit.*

14. Émile BENOÎT, « Growth and Defence in Developing Countries », *op. cit.*

15. E. BENOÎT, *Defence and Economic Growth...*, *op. cit.*

16. E. BENOÎT, *ibid.*

fouet à l'industrie manufacturière locale; et, d'autre part, l'urgence de la situation a donné à la construction économique de la nation un élan que sept ans d'indépendance n'avaient pu faire naître<sup>17</sup>.

3. *Apports du secteur militaire au secteur civil* — Le secteur militaire procure des biens et services qui normalement devraient être produits par le secteur civil (services scientifiques et techniques, travaux d'ingénierie, secours en cas de catastrophe, sécurité publique, etc.), libérant ainsi au sein de l'économie civile des ressources qui peuvent être investies. Les militaires bénéficient d'une instruction et d'une formation professionnelle grâce auxquelles, de retour dans le civil, ils sont mieux en mesure de prendre part à la vie économique<sup>18</sup>. En outre, l'importation de matériel militaire perfectionné (armes ou autres) peut entraîner une amélioration des connaissances et des compétences à l'échelle nationale. Il est révélateur que des pays dont les dépenses militaires et le taux de croissance économique sont faibles soient également ceux qui ont importé relativement peu de matériel militaire<sup>19</sup>.
4. *Modernisation des comportements et construction de la nation* — L'augmentation des dépenses militaires peut, dans une très large mesure, engendrer la modernisation des comportements d'une assez grande partie de la société et, parallèlement, faire tomber les obstacles traditionnels à l'évolution sociale et à l'intégration nationale. Par rapport à la plupart des autres institutions des sociétés traditionnelles défavorisées, l'armée se classe comme une organisation utile et relativement efficace. Elle cultive les idées modernes et la compétence technique. Amener des peuples attachés à leurs traditions à changer de mode de vie constitue généralement une démarche difficile et perturbatrice qui souvent se heurte à une résistance. Or le mécanisme de la discipline militaire facilite les choses. En effet, la rigueur des règles de conduite imposées par l'armée peuvent, en devenant l'expression symbolique de la crise nationale, libérer une énergie propice à la croissance, par exemple en ce qui concerne la disposition psychologique à travailler, à diminuer ou à remettre à plus tard la consommation, à collaborer plus étroitement avec les concitoyens et le gouvernement, etc.<sup>20</sup> Le service militaire peut avoir un effet encore plus profond en provoquant une remise en question des coutumes et des traditions locales, parfois par la substitution d'une conscience nationale ainsi que d'idées et de domaines d'intérêt moderne au sentiment de l'appartenance exclusive à une région, une ethnie, une tribu ou une caste<sup>21</sup>.
5. *Aide bilatérale de l'étranger* — Les pays dont la défense constitue une lourde charge bénéficient souvent, en compensation, de l'aide des grandes puissances qui les ont pris sous leur protection. Les gouvernements qui se montrent disposés à appliquer en matière de défense une politique déterminée qui entraîne un certain volume de dépenses militaires, peuvent rapporter à leurs pays beaucoup plus de ressources étrangères que s'ils avaient adopté une autre attitude. Dans une certaine mesure, la « charge » que représente la défense constitue une sorte de procuration pour l'aide économique bilatérale<sup>22</sup>. La production de la plupart du matériel

---

17. G. KENNEDY, *op.cit.*

18. E. BENOÎT, *op.cit.*, 1973.

19. M. KALDOR, *op.cit.*

20. E. BENOÎT, *op.cit.*, 1973.

21. E. BENOÎT, *op.cit.*, 1978.

22. E. BENOÎT, *op.cit.*, 1973.

militaire à l'aide de fonds provenant de l'extérieur alimente la croissance économique<sup>23</sup>. Il ressort d'une étude des pays latino-américains portant sur la période de 1950 à 1967 que le militarisme est souvent synonyme de dépenses publiques, de maîtrise de l'inflation et de taux élevés de croissance économique, quoique ces phénomènes demeurent plus étroitement liés à la dépendance commerciale et financière à l'égard des États-Unis<sup>24</sup>.

6. *La conclusion proposée par Émile Benoît, selon laquelle, dans les pays en développement, les dépenses militaires n'entravent pas, mais favorisent la croissance économique, a été contestée* pour deux grandes raisons: la première étant que la mesure de certaines des variables utilisées est inadéquate et la deuxième, plus fondamentale, que les équations appliquées aux données ne sont pas compatibles avec l'hypothèse à vérifier. La critique de la mesure des variables concerne la définition de l'aide extérieure relative aux dépenses militaires et à la croissance économique<sup>25</sup>. On a reproché aux méthodes d'analyse de ne pas convenir à une notion de la croissance économique axée sur le capital<sup>26</sup>.

L'étroitesse de la définition de l'aide extérieure, qui tient compte uniquement de l'aide économique bilatérale, est l'élément de l'analyse par régression qui a fait l'objet des critiques les plus sévères. En effet, cette définition est loin de recouvrir le volume total de l'aide, puisqu'elle exclut explicitement l'aide multilatérale, l'investissement privé étranger et, ce qui est plus grave, compte tenu de la nature de l'étude en question, l'aide militaire étrangère (transferts en espèces ou en nature au secteur militaire). Passer sous silence l'investissement privé étranger, l'aide multilatérale et l'assistance militaire dans un exercice qui a pour but de déterminer laquelle des deux variables, dépenses militaires ou apport de ressources étrangères, favorise le mieux la croissance économique, équivaut sans l'ombre d'un doute à fausser l'analyse en faveur des dépenses militaires<sup>27</sup>. (Benoît justifie l'exclusion de l'aide militaire en alléguant que ce type de transfert ne fournit aucune ressource économique supplémentaire au pays bénéficiaire, ni ne compense véritablement ses dépenses militaires). Le fait de ne pas tenir compte de l'apport d'aide militaire est particulièrement trompeur, car pour de nombreux pays de l'échantillon dont la croissance est la plus rapide, l'assistance militaire représente en moyenne 50 % du total des entrées de capitaux étrangers. Lorsque l'aide extérieure permet à un pays donné de maintenir un taux d'investissement suffisamment élevé pour favoriser une forte croissance économique tout en couvrant ses dépenses militaires, la croissance est stimulée par l'aide extérieure plutôt que par les dépenses militaires comme telles. Cependant, la véritable question est de savoir si ces dépenses militaires entraveraient la croissance dans le cas où elles seraient prélevées sur des fonds destinés à l'investissement dans le secteur civil. Or, une définition étroite de l'aide économique bilatérale ne permet pas de mesurer ce type d'effet.

Pour corriger les erreurs de méthodologie de la précédente étude, David Lim a procédé à un nouvel examen du lien existant entre les dépenses militaires et la croissance économique

23. David, LIM. « Another Look At Growth and Defense in Less Developed Countries, » *Economic Development and Cultural Change*, vol. 31, no. 2, 1983; Moshe, LISSAK. « Modernization and Role Expansion of the Military in Developing Countries: A Comparative Analysis », *Comparative Studies in Society and History*, vol. 9, 1967.

24. P.C. SCHMITTER, *op.cit.*

25. Nicole, BALL. « Defense and Development: A Critique of the Benoît Study », *Economic Development and Cultural Change*, vol. 31, no. 3, 1983.

26. D. LIM, *op.cit.*

27. N. BALL, *op.cit.*

sur la base d'une équation de départ obtenue à partir d'un cadre très explicite<sup>28</sup>. Son analyse porte sur un échantillon plus important de pays en développement (54) et sur une période plus récente (1965-1973). En outre, il a procédé à une ventilation régionale de l'échantillon : 21 pays en développement d'Afrique, 13 d'Amérique, 11 d'Asie et 9 du Moyen-Orient et de l'Europe méridionale<sup>29</sup>. Selon ses résultats, la relation entre dépenses militaires et croissance économique varie considérablement d'une région à l'autre.

Dans les pays qui composent les échantillons de l'Afrique et des Amériques, les dépenses militaires semblent avoir porté préjudice à la croissance. En effet, les apports de capitaux étrangers n'ont pas suffi à compenser les effets néfastes de la mobilisation des capitaux nationaux aux dépens de l'investissement dans le secteur civil. En revanche, dans les pays qui forment l'échantillon de l'Asie et celui du Moyen-Orient et de l'Europe méridionale, aucune corrélation statistique n'apparaît entre les dépenses militaires et la croissance. En conséquence, les données ne permettent aucune généralisation valable des effets des dépenses militaires sur la croissance.

7. L'analyse révèle que pour un taux d'investissement résultant de l'excédent des capitaux nationaux et étrangers sur les dépenses militaires, l'accroissement de la productivité du capital s'accompagne généralement, ce qui n'est pas surprenant, d'une augmentation de la croissance économique<sup>30</sup>. Lim en conclut que dans les pays en développement, les dépenses militaires sont en soi préjudiciables à la croissance économique. Cette conclusion se fonde sur le lien de causalité (à distinguer du rapport purement statistique) existant entre les dépenses militaires et le taux d'investissement, d'une part, et la productivité (ou efficience) marginale du capital, d'autre part. Dans la mesure où les dépenses militaires diminuent le taux d'investissement sans engendrer d'amélioration de la productivité marginale du capital, elles vont à l'encontre de la croissance économique. Toutefois, lorsque ces dépenses ont des effets positifs sur l'efficience marginale du capital, en entraînant une amélioration des méthodes d'administration ou l'introduction de nouvelles technologies ou techniques, il est probable qu'elles stimulent également la croissance économique. C'est la composition des dépenses militaires, et plus spécialement leur contribution à l'utilisation du capital, qui détermine la nature de leurs répercussions sur la croissance.
8. Mises à part les différences régionales, peut-on établir une distinction entre régimes civils et régimes militaires pour ce qui est des répercussions des dépenses militaires sur le comportement de l'économie ? Ni Benoît ni Lim n'examinent cet aspect de la question. Toutefois, selon d'autres études, il semble que les gouvernements militaires suivent *grosso modo* le même type de politique économique que leurs contreparties civiles<sup>31</sup>. Bien que, dans l'ensemble, le budget de la défense des gouvernements militaires soit plus important, le taux d'accroissement des dépenses

28. D. LIM, *op.cit.*

29. *Afrique* : Algérie, Botswana, Burundi, Égypte, Éthiopie, Ghana, Kenya, Libye, Malawi, Maurice, Maroc, Nigéria, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Tanzanie, Tunisie, Ouganda, Zaïre et Zambie. *Amériques* : Argentine, Barbade, Bolivie, Brésil, Guatemala, Guyane, Honduras, Jamaïque, Panama, Paraguay, Pérou, Trinité et Tobago et Venezuela. *Asie* : Afghanistan, Birmanie, Hong Kong, Inde, Malaisie, Népal, Philippines, Singapour, Corée du Sud, Sri Lanka et Thaïlande. *Moyen-Orient - Europe méridionale* : Chypre, Grèce, Iran, Iraq, Israël, Koweït, Arabie Saoudite, Syrie et Turquie.

30. D. LIM, *op.cit.*

31. R.D. MCKINLAY et A.S. COHAN, *op.cit.*

militaires est généralement plus élevé parmi les gouvernements civils. En tant que groupe, les pays à régime militaire ont enregistré un meilleur taux de croissance économique par habitant<sup>32</sup>. Parmi les explications fournies, la plus plausible est que les gouvernements militaires appliquent mieux leurs politiques économiques ou que leurs dépenses militaires sont dans une plus large mesure orientées vers l'amélioration de l'utilisation du capital.

#### IV – DÉPENSES MILITAIRES ET CONFLITS

Le principal facteur déterminant le volume des dépenses militaires semble être la nécessité ressentie par les gouvernements de disposer de forces armées aptes à dissuader, à constituer une menace ou à mener un combat<sup>33</sup>. Les dépenses militaires sont généralement plus élevées dans les régions dans lesquelles des combats ont eu lieu, qui sont menacées par un conflit ou qui se trouvent à la frontière séparant des puissances rivales. Tous les pays qui se trouvent dans le quartile supérieur au chapitre des dépenses militaires ont participé à une guerre pendant la période de référence ou ont été menacés par un conflit. En revanche, dans les pays en développement d'Amérique, où il y a peu de guerres et où les risques de conflit étaient faibles, la défense a représenté en moyenne seulement un tiers de celle des pays du Moyen-Orient, où il y a eu plusieurs guerres, où les risques de conflit ont été élevés et qui, les statistiques le démontrent, se sont lancés dans la course aux armements.

Il apparaît que les répercussions de la croissance sur les dépenses militaires sont faibles<sup>34</sup>. Les pays ne consacrent pas leur argent à la défense simplement parce qu'ils en ont les « moyens ». Ceux qui, pendant la période étudiée, ont connu des guerres ou des problèmes de défense suivis d'une période de paix ou de sécurité (par ex : Grèce, Indonésie, Coré du Sud, Yougoslavie) ont alors fortement réduit leur défense. Bien entendu, le revenu national fixe une limite supérieure aux dépenses militaires qu'un pays peut engager et, dans ce sens, on peut dire que la croissance agit sur cette limite. Cependant, la limite en question semble être très élastique. En effet, les dépenses militaires des pays qui constituaient l'échantillon s'échelonnaient de 0,33 % du PIB à près de 17 %. Les dépenses que peuvent « se permettre » les pays semblent dépendre plutôt des recettes de ces derniers que de leur taux de croissance et, en période de crise, il peut arriver qu'ils dépassent leurs possibilités provoquant ainsi un désinvestissement.

---

32. *Ibid.*

33. Émile BENOÎT, *op.cit.*, 1978.

34. *Ibid.*

TABLEAU II

Indicateurs de défense et de développement pour les pays de l'échantillon

	D	TI	AIDE	DY
Argentine .....	2,49	3,37	19,47	,01
Bésil .....	2,63	5,16	16,43	,53
Birmanie .....	6,61	4,93	18,06	1,34
Ceylan .....	,94	3,29	13,29	,93
Chili .....	2,69	3,63	10,80	,83
Chine (Taïwan).....	11,42	8,12	17,96	5,23
Colombie.....	1,59	4,50	18,04	,04
Costa Rica.....	,32	4,85	18,08	1,96
République dominicaine .....	4,23	4,28	14,49	2,87
Équateur.....	2,11	4,81	14,10	,34
El Salvador.....	1,41	4,95	12,58	,71
Ghana.....	1,18	4,23	16,96	4,20
Grèce .....	5,21	6,58	20,68	3,27
Guatemala .....	,89	4,73	11,01	,89
Honduras.....	1,24	3,75	14,33	,04
Inde .....	2,46	3,20	12,32	1,22
Indonésie.....	3,10	3,40	15,94	1,33
Iran.....	4,00	4,51	15,25	1,07
Iraq.....	5,93	6,39	16,45	1,28
Israël.....	6,08	10,47	29,51	9,97
Jordanie .....	16,75	10,70	14,97	24,70
Kenya.....	,60	4,93	11,50	2,02
Malaisie.....	2,68	5,00	14,47	,46
Mexique.....	,75	6,15	17,25	,12
Maroc .....	3,84	2,20	12,88	2,54
Nigéria .....	,56	3,75	11,93	1,86
Pakistan .....	3,26	3,65	13,37	3,45
Pérou .....	2,70	5,25	22,39	,21
Philippines.....	1,59	5,12	11,11	1,34
Afrique du Sud.....	1,23	4,77	20,03	— ,17
Corée du Sud.....	5,32	6,23	13,17	7,88
Vietnam du Sud.....	10,20	3,00	10,33	14,34
Espagne .....	3,26	6,20	20,03	,89
Soudan .....	1,59	4,92	12,38	2,10
Syrie .....	7,04	4,97	16,95	1,85
Tanzanie .....	2,11	2,90	12,20	— 5,53
Thaïlande .....	3,38	5,85	17,37	,91
Tunisie .....	1,78	5,68	21,10	10,22
Turquie.....	4,38	5,72	13,22	2,15
Ouganda.....	,87	5,04	9,52	3,59
R.A.U.....	6,90	6,17	16,60	2,97
Venezuela.....	1,88	6,65	23,96	— ,35
Yougoslavie .....	8,76	8,68	35,85	,60
Zambie .....	1,45	8,17	23,66	— 1,29
Moyenne.....	3,62	5,24	17,15	2,61
Médiane.....	2,66	4,94	16,07	1,30

Note. Tous les chiffres sont des moyennes de données existantes pour les années 1950 à 1965. D (défense) = dépenses militaires exprimées en pourcentage du PIB aux prix courants; TI (taux d'intérêt) = formation brute de capital exprimée en pourcentage du PIB aux prix courants; AIDE = entrées nettes (après remboursements et investissements) d'aide économique bilatérale, exprimées en pourcentage du PNB aux prix courants; DY (croissance du produit civil) = croissance réelle du PIB déduit de la croissance réelle des dépenses consacrées à la défense (après correction des variations des prix), représentant le taux cumulatif de la croissance annuelle de la première et de la dernière année pour lesquelles il existe des données.

Source: E. BENOÎT, 1978.

TABLEAU III  
 Résultats économiques par type de régime

Rendement économique Variables	Type de régime			
	MIL	exMIL	CIV (PMA)	CIV (PI)
Taux de croissance PNB constant par habitant .....	3,2	2,1	2,6	5,3
Taux de croissance exportations .....	5,8	4,8	7,7	8,5
Taux de croissance coût de la vie .....	8,6	8,5	4,9	3,8
Taux de croissance indice de la production alimentaire .....	2,8	2,2	2,3	2,4
Taux de croissance enseignement primaire .....	2,8	4,5	4,3	0,2

*Note.* MIL: régimes militaires  
 exMIL: gouvernements civils de pays ayant parfois été dirigés par les militaires  
 CIV (PMA): gouvernements civils de pays à faible revenu  
 CIV (PI): gouvernements civils de pays industrialisés

Source: R.D. MCKINLAY et A.S. COHAN, 1975.